



Conseil économique et social

Distr. limitée
28 juin 2019
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-neuvième session

3-28 juin 2019

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-neuvième session

Projet de rapport

Rapporteur : M. Jun Yamada (Japon)

Additif

Questions de coordination : rapport du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination

[Point 4 a)]

Rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2018

1. À sa 4^e séance, le 4 juin 2019, le Comité a examiné le rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) pour 2018 ([E/2019/10](#)).
2. La Secrétaire du CCS et Directrice du secrétariat du Conseil a présenté le rapport et répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

Débat

3. Les délégations ont accueilli avec intérêt le rapport annuel d'ensemble pour 2018, dont elles ont loué la clarté ; elles se sont dites satisfaites que le Conseil et ses organes subsidiaires s'intéressent à un grand éventail de questions de programmation et de gestion. Elles ont souligné qu'il importait de veiller à ce que le Conseil mène ses travaux selon les prescriptions des organes intergouvernementaux et réponde aux priorités des États Membres. Une délégation a cependant déclaré que le rapport passait d'un sujet à l'autre et laissé entendre que le Conseil n'avait pas encore bien circonscrit ses domaines d'intervention. Une autre délégation a rappelé que le Conseil avait pour mission d'assurer la coordination à l'échelle du système afin que



l'efficacité et la performance des entités des Nations Unies s'améliorent, dans le respect des mandats.

4. Un soutien a été exprimé pour les efforts faits par le Conseil pour favoriser et améliorer la coordination et la coopération internes et pour rendre les activités du système des Nations Unies plus cohérentes dans le domaine de la programmation comme dans celui de la gestion. Il était essentiel que les entités des Nations Unies travaillent ensemble pour régler les questions transversales et améliorer l'efficacité du système. Une délégation a fait observer que le rapport reflétait bien l'importance croissante du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans le cadre de sa contribution à la réalisation du Programme 2030, le Conseil s'attachait en particulier à éviter les doubles emplois et à optimiser l'utilisation des ressources dans l'administration des entités des Nations Unies. Il continuait d'être vu comme un moteur du multilatéralisme, qui offrait un appui essentiel aux États Membres et qui permettait d'améliorer les fonctions d'administration et de gestion du système des Nations Unies.

5. Des délégations ont souligné l'importance des efforts faits par le Conseil pour continuer de promouvoir la transparence et l'application du principe de responsabilité. Une délégation a affirmé qu'il était possible de faire plus en ce sens et encouragé le Conseil à consulter davantage les États Membres sur ces questions de fond. L'amélioration de la plateforme de gestion des données, qui sert à la collecte d'informations se rapportant aux ressources humaines et à la collecte de données financières et budgétaires, ainsi que l'initiative qui vise à fournir à l'échelle du système des données plus complètes et mieux ventilées, qui soient compatibles avec les objectifs de développement durable, ont été saluées comme des moyens utiles de promouvoir la transparence.

6. Il a été fait observer que le rapport permettait de bien comprendre quelles fonctions et activités continuaient à être du ressort du Conseil après la décision que le Secrétaire général avait prise en 2017, dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, de faire du Groupe des Nations Unies pour le développement une entité à part, hors Conseil, et de charger le CCS de s'attacher à renforcer la cohérence et la coordination des politiques à l'échelle du système par l'intermédiaire du Comité de haut niveau sur les programmes et du Comité de haut niveau sur la gestion. Rappelant la décision en question, une délégation a demandé comment seraient communiquées les informations concernant les travaux du Groupe des Nations Unies pour le développement durable. Des explications ont aussi été demandées concernant les répercussions que les réformes engagées par le Secrétaire général auraient sur le Conseil, en particulier sur son mode de fonctionnement.

7. Le Conseil a été remercié pour les efforts qu'il avait faits en 2018 pour tenir compte des tendances mondiales et des nouveaux défis que les pays devaient relever sur le plan pratique, en particulier dans les domaines suivants : rôle de la science, de la technologie et de l'innovation, questions concernant l'alimentation, avenir du travail et perspectives offertes aux jeunes dans ce contexte, et problème mondial de la drogue.

8. S'agissant de certains sujets auxquels le Conseil s'intéressait, quelques délégations se sont dites globalement satisfaites de l'examen qu'il avait fait de l'innovation technologique et des effets de la quatrième révolution industrielle sur le développement durable. L'accent a été mis sur le fait qu'il ne fallait pas laisser se creuser le fossé numérique. On considérait que le Conseil devait réfléchir aux tendances de l'évolution technologique et mettre la technologie au service du développement des États Membres dans de nombreux domaines (emploi, éducation, alimentation et mobilisation de la jeunesse). Une délégation a fait observer que ces activités étaient étroitement liées à ce que faisaient les dirigeants de son pays pour

transformer l'économie nationale et faire en sorte que celle-ci ne repose plus sur les ressources naturelles mais plutôt sur les connaissances et, à cet égard, elle a dit qu'elle comptait sur le soutien des équipes de pays des Nations Unies pour tirer parti de la technologie et faire que le pays ne soit pas un laissé-pour-compte de l'économie numérique.

9. Deux produits ont été jugés particulièrement importants : d'une part, l'approche stratégique et la feuille de route visant à aider les pays en développement à se donner les moyens de tirer parti des bienfaits de l'intelligence artificielle et de faire face aux risques qu'elle fait courir et, d'autre part, la stratégie des Nations Unies sur l'avenir du travail. Un compte rendu de l'examen de ces deux initiatives mené en 2019 par le Comité de haut niveau sur les programmes a été demandé et la question a été posée de savoir si les documents finaux concernant ces deux projets seraient communiqués aux États Membres. Il a été jugé en particulier que l'examen de l'avenir du travail intéressait tous les États et qu'il s'agissait d'une question importante pour eux, de sorte que les résultats des travaux menés à ce titre mériteraient d'être largement diffusés.

10. Affirmant que le dialogue entre le système des Nations Unies et le Mécanisme de facilitation des technologies approuvé dans le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et intégré dans le Programme 2030 était essentiel, une délégation a cherché à savoir en quoi les travaux sur l'innovation scientifique et technologique que le Conseil menait contribuaient à ce mécanisme et à la Banque de technologies pour les pays les moins avancés. Il a aussi été demandé quelles étaient les entités qui participaient au Réseau d'innovation des Nations Unies et comment ce réseau pouvait aider les pays à tirer parti de l'innovation technologique. Un complément d'information a en outre été demandé concernant les liens entre les effets de la technologie sur le marché de l'emploi et le dividende démographique promis aux jeunes en Afrique.

11. Les délégations ont pris acte de plusieurs mesures prises par l'intermédiaire du Comité de haut niveau sur la gestion. Plusieurs délégations ont accueilli avec satisfaction les travaux de l'Équipe spéciale du CCS chargée de la question de la lutte contre le harcèlement sexuel dans les organismes des Nations Unies et jugé qu'il importait de coordonner à l'échelle du système l'action menée dans ce domaine. Certaines se sont dites satisfaites que le Conseil accorde la priorité au problème du harcèlement sexuel et se sont félicitées de son attachement à la tolérance zéro. Une délégation a souligné qu'il était essentiel que l'ensemble du système reste déterminé à lutter contre ce fléau. Affirmant que le harcèlement sexuel était inacceptable et que le Secrétaire général avait l'appui des États Membres pour y mettre fin, une délégation s'est néanmoins inquiétée du fait que certaines entités en profitaient pour élargir leur mandat ou pour accroître le nombre de membres de leur personnel chargés de ces questions.

12. Certaines délégations ont salué l'action engagée par l'Équipe spéciale et les résultats qu'elle avait obtenus : définition uniforme du harcèlement sexuel, ensemble de principes communs devant permettre d'établir une politique harmonisée et base de données sur la vérification des antécédents. Une délégation a souligné qu'il importait de tenir compte des observations formulées par les États Membres concernant le projet de code de conduite type pour la prévention du harcèlement, y compris du harcèlement sexuel, à des manifestations organisées par le système des Nations Unies et elle s'est inquiétée du fait que les observations que son gouvernement avait faites par écrit n'aient pas été prises en compte. Certaines délégations ont demandé un complément d'information sur les travaux de l'Équipe spéciale : elles souhaitaient savoir quels étaient les principaux enseignements tirés des travaux menés en 2018 et

ont demandé des précisions sur ce qui était fait pour renforcer les moyens d'enquête sur le harcèlement sexuel et pour améliorer les enquêtes.

13. De nombreuses délégations ont salué l'action menée en faveur du multilinguisme dans tout le système des Nations Unies. Il s'agissait là d'une question très importante pour les États Membres. Certaines mesures prises (page Web, plateforme de collaboration et communauté de pratique) témoignaient de l'attachement du CCS à cette question, et les délégations ont dit attendre avec intérêt les résultats de ces mesures.

14. Au sujet de la collaboration en matière de passation des marchés, une question a été posée concernant le volume des marchés conclus avec des fournisseurs issus de pays en développement ou en transition ; on voulait savoir s'il y avait moyen de faire en sorte que ces fournisseurs soient non seulement enregistrés dans le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies mais aussi qu'ils aient les moyens d'être compétitifs et de remporter une part des marchés. Une autre délégation a réaffirmé qu'il importait d'accroître le nombre de fournisseurs issus de pays en développement. La question a été posée de savoir s'il était envisagé de mener des activités dans le domaine des achats qui ne soient pas prévues dans le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

15. Une délégation a souligné qu'il importait qu'un consensus intergouvernemental guide les travaux du système des Nations Unies, notamment ceux que le Comité de haut niveau sur la gestion menait au sujet du devoir de protection du personnel des Nations Unies. Cette question avait fait l'objet de discussions pour ce qui concernait la protection du personnel humanitaire et il était faux de dire que le système des Nations Unies l'avait faite sienne. Le gouvernement de cette délégation n'était dès lors pas favorable à ce qu'elle figure parmi les initiatives ayant reçu un grand soutien intergouvernemental. Cette même délégation doutait que la déclaration concernant le principe de la reconnaissance des politiques et procédures par toutes les entités des Nations Unies, à laquelle on était arrivé pour donner suite à la résolution 71/243 de l'Assemblée générale, repose véritablement sur une décision des États Membres.

16. Au sujet des activités menées au titre du projet de cadre d'interopérabilité sémantique des Nations Unies pour les documents normatifs et parlementaires, une délégation a demandé où en était le projet de définition d'identifiants numériques communs pour les objectifs de développement durable.

Conclusions et recommandations

17. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prenne note du rapport d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2018.

18. Le Comité a exprimé son soutien aux activités que le CCS mène, dans la limite des mandats existants, pour l'harmonisation et la simplification des pratiques en vue d'accroître la cohérence, la coordination, l'efficacité, l'efficacité, la responsabilité et la crédibilité du système des Nations Unies. Il a également recommandé que l'Assemblée invite le Secrétaire général à rappeler aux chefs de secrétariat des organismes participants, en sa qualité de Président du Conseil, qu'ils doivent faire en sorte de mieux aligner les mesures prises par le Comité de haut niveau sur la gestion avec les prescriptions des organes délibérants.

19. Le Comité a souligné qu'il importait que les entités des Nations Unies s'emploient à faire mieux appliquer le principe de responsabilité, compte tenu du mandat et de la structure de gouvernance de chaque entité, et il a recommandé que l'Assemblée prie le Secrétaire général de les inviter, en sa

qualité de Président du Conseil, à continuer de coordonner leurs travaux dans la mesure du possible afin de veiller à l'application du Programme 2030.

20. Le Comité a insisté pour que la gestion axée sur les résultats mette l'accent sur les réalisations plutôt que sur les produits et recommandé que l'Assemblée prie le Secrétaire général d'inviter les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies, en sa qualité de Président du Conseil, à faire rapport systématiquement sur telles ou telles réalisations, en particulier celles qui contribuent à l'application du Programme 2030.

21. Le Comité a pris note avec satisfaction du fait que le CCS s'était intéressé à la question du harcèlement sexuel, notamment en constituant une équipe spéciale, et il a recommandé que l'Assemblée prie le Secrétaire général de continuer d'inviter instamment, en sa qualité de Président du Conseil, tous les organismes participants à prendre d'autres mesures pour appliquer une politique de tolérance zéro vis-à-vis de ce problème.

22. Le Comité a accueilli avec intérêt ce que le CCS avait fait en 2018 pour améliorer à l'échelle du système des Nations Unies la cohérence et la coordination en ce qui concernait les politiques et les questions de fonctionnement et de gestion, notamment ce qu'il avait fait pour faire mieux comprendre les effets de l'innovation technologique, en particulier s'agissant d'atteindre les objectifs de développement durable, pour favoriser l'harmonisation et la reconnaissance des pratiques des différents organismes, pour encourager une plus grande collaboration dans le domaine de la passation des marchés et pour lutter contre le harcèlement sexuel.

23. Le Comité a exprimé son soutien aux travaux du CCS qui visent à assurer une cohérence dans la manière dont le système des Nations Unies aide les États Membres à mettre en œuvre le Programme 2030.

24. Le Comité a recommandé que l'Assemblée prie le Secrétaire général d'inviter les organismes du système, en sa qualité de Président du Conseil, à soutenir le Mécanisme de facilitation des technologies en entretenant le dialogue avec l'équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies pour la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable afin de continuer de favoriser la mise en place de programmes de facilitation des technologies pour la promotion de ces objectifs dans le système des Nations Unies.